

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative – Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury – BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 30 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PLOUX Frères

Les Bordes
962 route d'Amboise
37210 Noizay

Références : 2024/117
Code AIOT : 0010004102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement PLOUX Frères implanté Ile de Nouan 41220 Saint-Laurent-Nouan. L'inspection a été annoncée le 07/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLOUX Frères
- Ile de Nouan 41220 Saint-Laurent-Nouan
- Code AIOT : 0010004102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de sables et graviers alluvionnaires. Elle se situe sur le territoire des communes de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan, dans le lit majeur de la Loire, dans le secteur endigué.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Progression de l'exploitation
- Aménagement du site
- Plan d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.1.B	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.7.B.a	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Durée de l'autorisation	AP Complémentaire du 23/01/2017, article I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/01/2017, article I
Thème(s) : Situation administrative, échéance de l'autorisation d'exploiter et de l'extraction de matériaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, n°2004-300-9 du 26 octobre 2004, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée au 25 septembre 2023.</p> <p>L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 25 décembre 2022. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extraction a été poursuivie au-delà de la date du 25 décembre 2022 et la remise en état n'est pas finalisée au 25 septembre 2023. Cependant, cette situation résultant en partie d'un retard lié à la durée d'examen par l'inspection des installations classées des dossiers de porter à connaissance déposés en mai 2021 et décembre 2021 par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite à ce constat.</p>
<p>Observations :</p> <p>En réponse à une demande récurrente de l'inspection des installations classées formulée suite aux visites réalisées sur le site depuis 2016, la société PLOUX Frères a déposé en 2021 un dossier de porter à connaissance concernant le volet hydraulique du réaménagement du site pour que soient définitivement actés plusieurs points : niveau de la bande des terrains séparant le plan d'eau de la carrière de la Loire et, caractéristiques et dimensionnement du seuil aval.</p>

<p>En complément de ce premier porter à connaissance, toujours sur le thème du réaménagement du site, l'exploitant a déposé en décembre 2021 un second porter à connaissance faisant état de différents ajustements proposés sur le réaménagement, avec notamment la réalisation d'une noue en lieu et place des 3 bassins de décantation dont le remblaiement n'est pas explicitement prévu dans les arrêtés en vigueur, et le maintien d'une aire de transit des matériaux.</p> <p>Devant l'absence de réponse de l'IIC sur les suites réservées aux 2 dossiers précités, l'exploitant a déposé un troisième dossier de porter à connaissance fin juin 2023 (soit 3 mois avant l'échéance de l'autorisation fixée au 25/09/2023) pour obtenir une prorogation de 1,5 ans de son autorisation aux fins de finaliser la remise en état du site.</p> <p>La visite réalisée le 14/12/2023 a permis de faire un point avec l'exploitant et son bureau d'études sur les suites réservées à ces différentes demandes, et en particulier sur les réponses à fournir exprimées dans un courrier préfectoral du 14 septembre 2023. Le courrier précité fait suite à une proposition de l'inspection des installations classées dans un rapport du 1er septembre 2023, donnant un avis sur les 3 dossiers de porter à connaissance déposés par la société PLOUX Frères. Concernant l'extraction après le 25/12/2022 l'exploitant a indiqué que 2 zones avaient été extraites après cette échéance. Par ailleurs, il a été constaté que la remise en état n'était pas finalisée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Aménagement du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.1.B</p>
<p>Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires</p>
<p>Prescription contrôlée : III.1.B. BORNAGE Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Leur position est reportée sur un plan à une échelle appropriée établie par un géomètre qualifié.</p>
<p>Constats : Aucune borne de délimitation du périmètre n'a été identifiée lors de l'inspection et l'exploitant ne dispose d'aucun plan réalisé par un géomètre qualifié repérant la position des bornes.</p>
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection aucune borne de délimitation du périmètre autorisé n'a pu être visualisée sur le site qui n'est pas équipé de bornes de nivellement. En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan réalisé par un géomètre qualifié repérant la position des bornes. Le dernier plan remis à l'inspection des installations classées est un plan de nivellement du 12/12/2022 réalisé par le cabinet de géomètres experts Géoplus. Ce plan couvre une partie du secteur autorisé avec l'indication des zones en chantier, mais les bornes n'y sont pas repérées. Lors de l'inspection du 14/12/2022 l'exploitant a indiqué que Géoplus devait intervenir le 20/12/2023 pour la réalisation du plan d'exploitation 2023 et qu'à cette occasion un point sur les</p>

bornes serait fait.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.7.B.a
Thème(s) : Autre, suivi annuel d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection . <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan annuel d'exploitation du 12 décembre 2022 ne présente pas l'ensemble des points exigés par la prescription contrôlée.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le dernier plan remis par l'exploitant à l'inspection des installations classées est un plan de nivellement du 12/12/2022 réalisé à l'échelle du 1/2000 ème par le cabinet de géomètres experts Géo-plus. Ce plan couvre une partie du secteur autorisé avec indication des surfaces S1, S2 et S3 (L) utilisées pour le calcul des garanties financières. Il ne couvre donc pas l'intégralité du secteur autorisé et de ses abords dans un rayon de 50 mètres et ne comprend pas le nom des parcelles cadastrales et le bornage (cf point de contrôle n°2). Les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ne sont pas non plus repérés sur ce plan, tout comme les emprises des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites